

Brexit : un coup de Trafalgar pour l'IT britannique ?

Donnés encore gagnants jusque tard dans la nuit, les partisans du maintien dans l'Europe ont rapidement déchanté au lever du jour, pour finir sonnés avec la publication des résultats finaux du référendum britannique. Le Royaume-Uni veut donc sortir de l'Union Européenne. Un choix démocratique qui va avoir des impacts économiques à court, moyen et long terme.

Bien évidemment, le monde l'IT va être impacté à plusieurs niveaux. En premier lieu, l'écosystème IT britannique va subir le décrochage de la monnaie britannique, la livre sterling, qui a atteint son plus bas niveau depuis 30 ans. Gartner a sorti sa boule de cristal et prévoit que **4,6 milliards de dollars d'investissements dans l'IT** en Grande-Bretagne vont partir en fumée en raison de la volatilité de la monnaie et d'une hausse des tarifs des fournisseurs américains. Des inquiétudes donc pour les constructeurs, les éditeurs, car la Grande-Bretagne représente **26,5% des dépenses IT de l'Europe occidentale**.

Le Brexit devrait aussi freiner certains projets IT dans l'attente de connaître les conséquences et l'issue des négociations sur les conditions de sortie de l'Union européenne. Pour certaines sociétés, notamment financières, le choix de rester à Londres pourrait se poser, avec évidemment des conséquences en cascade sur des projets informatiques importants.

Droit des travailleurs européens et recrutements

Autre impact sur les entreprises IT présentes au Royaume-Uni : les questions d'emploi. Avant le vote, plusieurs sociétés ont appelé le gouvernement britannique à sauvegarder la libre circulation des travailleurs entre le Royaume-Uni et l'UE. Ainsi, la firme ARM a expliqué à nos confrères de ZDnet : *« le Brexit ne va pas avoir un impact sur notre business, car la quasi-totalité de nos revenus est réalisée en dehors de l'UE. Par contre, nous allons regarder de très près la politique sur les visas, car nous employons environ 200 personnes européennes non britanniques à notre siège social à Cambridge »*.

Des garanties de protection des travailleurs européens nécessaires pour attirer des compétences. Car les associations des entreprises IT britanniques s'inquiètent de difficultés supplémentaires pour recruter des talents. Et des surcoûts que le Brexit va engendrer en la matière. IBM est sur la même ligne. Un porte-parole précise : *« nous appelons le gouvernement britannique à adopter, dans les négociations à venir, une position qui garantit que l'économie soit ouverte, compétitive et innovante »*.

Financement et traitement des données

Autre impact du Brexit, le financement des start-up et la réduction de certaines dotations pour les programmes de recherche. Certains fonds d'investissement ont déjà fait part de leur volonté de ne pas investir au Royaume-Uni après son départ de l'UE. On pourrait aussi assister à une remise en question de l'attractivité de l'archipel, et de Londres en particulier, en matière de start-up (peut-être au profit de Paris ?). Sur le plan des programmes de recherche, ARM s'attend à perdre

quelques budgets de faibles montants sur certains programmes.

Enfin, dernier aspect du coup de tonnerre référendaire, le problème des données des entreprises et des citoyens britanniques, la façon dont elles sont traitées et stockées. En effet, l'Union européenne est en pleine négociation d'un accord, le Privacy Shield, orchestrant le transfert des données transatlantiques. Que va devenir le Royaume-Uni dans cette discussion transatlantique ?

De même, au sein de l'Europe des 28 et bientôt des 27, des discussions vont avoir lieu sur le règlement de protection générale des données (GDPR General Data Protection Regulation). Ce texte inclut des changements profonds sur la façon dont les organisations gèrent les données personnelles. Il doit rentrer en application en 2018, même si les experts estiment que cela prendra un peu plus de temps. Les spécialistes de la donnée espèrent que la sortie de l'UE du Royaume-Uni ne sera pas trop rapide (certains parlent de 2020) pour que ce texte entre en vigueur au préalable et fasse ainsi partie de la négociation sur une entente commerciale forte entre l'UE et son futur ex-pays membre.

A lire aussi :

[10 questions sur l'Europe et la technologie \(quiz\)](#)

[Godefroy de Bentzmann, Syntec Numérique : « ma priorité, peser sur la Présidentielle »](#)

Crédit Photo : Alterov-Shutterstock